



Séance ordinaire du mardi 19 décembre 2023

L'an deux-mille-vingt-trois et le dix neuf décembre, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Environnement

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Tasnime AKBARALY, William ARS, Michel ASLANIAN, Geniès BALAZUN, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Christophe BOURDIN, Florence BRAU, Emilie CABELLO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Michelle CASSAR, Stéphane CHAMPAY, Bernadette CONTE-ARRANZ, Michaël DELAFOSSE, Serge DESSEIGNE, Brigitte DEVOISSELLE, Zohra DIRHOUSI, Maryse FAYE, Jean-Noël FOURCADE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Régine ILLAIRE, Nathalie LEVY, Eliane LLORET, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Nicole MARIN-KHOURY, Hervé MARTIN, Jacques MARTINIER, Marie MASSART, Jean-Luc MEISSONNIER, Cyril MEUNIER, Mylène MIFSUD, Julien MIRO, Bernard MODOT, Séverine MONIN, Yvan NOSBE, Marie-Delphine PARPILLON, Bruno PATERNOT, Céline PINTARD, Joël RAYMOND, Manu REYNAUD, Catherine RIBOT, Jean-Pierre RICO, François RIO, Radia TIKOUK, Isabelle TOUZARD, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI, Joël VERA.

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Mohed ALTRAD, Christian ASSAF, Florence AUBY, Véronique BRUNET, Roger-Yannick CHARTIER, Sébastien COTE, Fanny DOMBRE-COSTE, Hind EMAD, Laurent JAOU, Guy LAURET, Patricia MIRALLES, Véronique NEGRET, Laurent NISON, Yvon PELLET, Eric PENSO, René REVOL, Anne RIMBERT, Sylvie ROS-ROUART, Séverine SAINT-MARTIN, Jean-Luc SAVY, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Patricia WEBER.

Absent(es) / Excusé(es) :

Luc ALBERNHE, Jean-François AUDRIN, Mathilde BORNE, Alenka DOULAIN, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRÊCHE, Stéphanie JANNIN, Frédéric LAFFORGUE, Isabelle MARSALA, Arnaud MOYNIER, Clothilde OLLIER, Agnès SAURAT, Philippe SAUREL, Bernard TRAVIER, Joëlle URBANI

Environnement - Réseau public de distribution de gaz - Délégation de service public - Rapport annuel du délégataire relatif à l'exercice 2022 - Examen

Madame Isabelle TOUZARD, Vice-Présidente, rapporte :

En vertu de l'article L. 1411-3 du Code général des collectivités territoriales (CGCT), les délégataires de service public sont tenus de produire chaque année, avant le 1^{er} juin, à l'autorité délégante, un rapport comportant notamment les comptes retraçant la totalité des opérations afférentes à l'exécution de la délégation de service public et une analyse de la qualité de service. Ce rapport permet à l'autorité délégante d'apprécier les conditions d'exécution du service public. En outre, ces rapports annuels des délégataires doivent être examinés par la Commission Consultative des Services Publics Locaux, selon l'article L. 1413-1 du CGCT et par la Commission de Contrôle des Comptes, selon les articles R. 2222-1 à R. 2222-5 du CGCT.

A cet effet, le rapport du délégataire relatif à la concession de distribution de gaz naturel portant sur l'année 2022 a donné lieu à :

- Une communication au Conseil de la Métropole par délibération du 11 juillet 2023 ;
- Une présentation et un examen en Commission Consultative des Services Publics Locaux, présidée par Madame Michelle CASSAR, en date du 16 novembre 2023 ;
- Une présentation et un examen en Commission de Contrôle des Comptes, présidée par Monsieur Jean François AUDRIN, en date du 24 novembre 2023.

D)Rappel des principales modalités du contrat

Depuis le 1^{er} janvier 2015, Montpellier Méditerranée Métropole est devenue responsable du service public de distribution d'énergie au niveau local. Pour l'exercice de cette mission, elle est qualifiée « *d'autorité organisatrice des réseaux publics de distribution d'Energie* » (AODE). Ainsi, la compétence de distribution publique de gaz a été transférée des communes vers la Métropole qui est devenue propriétaire de ces réseaux.

La distribution existante de gaz naturel est en situation de monopole régulé en France. La Commission de Régulation de l'Energie (CRE) fixe les règles et les tarifs d'accès à ce réseau. Gaz Réseau Distribution France (GRDF) est le principal gestionnaire de réseau de distribution (GRD) de gaz desservant 96% du territoire français. GRDF, dont les missions sont décrites dans l'article L.432-8 du Code de l'énergie, a pour objet principal l'exploitation et le développement du réseau public de distribution de gaz naturel qui achemine le gaz des réseaux de transport vers les consommateurs finaux.

Il existait, en 2022, 24 contrats de concession entre GRDF et Montpellier Méditerranée Métropole.

- 7 des 30 communes desservies avaient délégué au Syndicat Hérault Energies (SHE) leur pouvoir d'autorité concédante. Au 1^{er} janvier 2015, le contrat regroupant ces 7 communes (Beaulieu, Cournonsec, Grabels, Restinclières, Saint-Bres, Saint-Georges-d'Orques, Sussargues) a été transféré de Hérault Energies à la Métropole ;
- Pour les 23 autres communes, les contrats de concession communaux avec GRDF ont été transférés à la Métropole ;
- Enfin, la Commune de Montaud n'est pas desservie en gaz.

Les dates d'échéances de ces contrats s'échelonnaient de 2022 à 2044. Par la délibération n°M2022-470 du 6 décembre 2022, le Conseil de Métropole a souhaité proroger les contrats de concession de la distribution publique de gaz sur les communes de Clapiers, Fabrègues, Lattes, Montferrier-sur-Lez, Montpellier, Saussan et Vendargues jusqu'au 30 juin 2023. L'ensemble des contrats de la concession a été depuis négocié et regroupé en un contrat unique. Celui-ci a débuté le 1^{er} juillet 2023 pour une durée de 25 ans.

II)Présentation et analyse des conditions d'exécution et de la qualité du service délégué

A/ L'activité et la description du réseau

Le nombre total de clients est de 89 994 sur le territoire de la Métropole, dont 61 325 sur la Ville de Montpellier, soit – 1% par rapport à 2021. 96,5% des clients sont résidentiels et représentent 51% des consommations de gaz.

Les évolutions sont à la baisse pour les clients de l'ensemble des concessions de la Métropole, à l'exception des secteurs de Baillargues et Saint-Brès. Il est ainsi constaté une baisse de 625 clients sur la commune de Montpellier, dont une majorité de clients résidentiels, dans un contexte où le chauffage individuel gaz est en léger retrait pour les particuliers. Cette tendance est confirmée avec une diminution du nombre de mises en service (-215 demandes par rapport à 2021).

L'évolution des consommations pour l'exercice 2022 est en baisse de -228 GWh sur la Métropole, soit -16%. Cette tendance s'explique essentiellement par un hiver doux et une volonté de maîtrise des factures d'énergie des particuliers dans un contexte de crise énergétique.

Sur l'ensemble des concessions, 93 136 compteurs communicants ont été installés depuis le début du déploiement soit 98,2% du parc à fin septembre 2023. Le concessionnaire n'a pas encore défini, à ce stade, les modalités de traitement des futurs clients atypiques non dotés du compteur Gazpar (auto-relevé, facturation de la relève, prise en compte des coûts dans le tarif, ...). Les compteurs, les postes de livraison clients et les postes biométhane sont considérés et immobilisés comme des biens de retour de la concession au même titre que les canalisations, les branchements, les ouvrages de branchements collectifs, et les postes de détente réseau. Par contre, le système informatique et les concentrateurs restent considérés comme des biens propres de GRDF.

Les principales caractéristiques du réseau de distributions de gaz sont les suivantes :

- 50 postes de détente, en diminution depuis 2018, résultat d'une politique volontariste du concessionnaire qui vise à diminuer les linéaires de canalisations basse pression et donc le nombre de poste de type MPB/BP ;
- 1 485 postes de livraison client, dont 127 sont la propriété des clients et ne sont pas considérés comme des biens de retour de la concession ;
- 1 839 robinets de réseau, dont 1 022 utiles à l'exploitation et donc concernés par la maintenance du concessionnaire. La répartition par classe de sensibilité des robinets utiles à l'exploitation n'est pas partagée par GRDF ;
- 8 724 branchements collectifs qui desservent 76 547 branchements particuliers en immeuble ;
- 1 411 km de canalisations, dont 1 407 km alimentés en Moyenne Pression et 4 133 mètres alimentés en Basse Pression (BP). Seules deux communes restent partiellement desservies en BP : la longueur principale de réseau se situe à Montpellier (3 174 mètres à fin 2022). 959 mètres de réseau BP sont également exploités sur la commune de Castelnau-le-Lez. La résorption du réseau BP est envisagée pour partie, en accompagnement des opportunités de travaux sur la voirie, elle se poursuit en 2022. La moyenne pression (MP) permet de disposer d'une capacité de desserte plus importante.

Si depuis 2012, les nouveaux branchements individuels de gaz sont cartographiés, GRDF n'a pas constitué d'inventaire technique des branchements d'immeubles individuels en exploitation. Ces branchements apparaissent sur la cartographie grande échelle et fournie aux prestataires de travaux dans le cadre de leur demande de Déclaration d'intention de commencement de travaux (DICT). Un axe de progrès serait le complément de l'inventaire pour ces branchements individuels.

B/ Principaux moyens mis en œuvre

En 2022, 7,5 M€ ont été investis sur l'ensemble du territoire de la Métropole, avec :

- 472 k€ pour la mise en place de compteurs communicants GAZPAR ;
- 2,2 M€ pour la modernisation des ouvrages ;
- 865 k€ pour le développement ;
- 2,3 M€ pour le déplacement d'ouvrages ;
- 1,27 M€ pour d'autres investissements dont le Système Informatique.

L'exigence en matière de sécurité vis-à-vis des personnes est un souci permanent de GRDF.

Conformément à la dernière mise à jour du Règlement de Sécurité de la Distribution du Gaz (RSDG) n°14, les indicateurs de surveillance et de maintenance des ouvrages concédés, ont été améliorés avec la transmission des taux de surveillance réglementaires des réseaux et des robinets, ainsi que les identifiants des ouvrages en retard de surveillance.

Ainsi 1 411 405 mètres de réseaux ont été surveillés dans les délais réglementaires. Les 533 mètres en retard de surveillance en 2022 ont depuis été contrôlés en 2023.

C/ La qualité du service public

Le nombre total d'incidents s'élève à 1 003 en 2022, sur les ouvrages exploités par GRDF, en légère amélioration par rapport à 2021 (1 014), notamment liée à la baisse du rythme de renouvellement des compteurs. En effet, le programme national de remplacement a permis de détecter et traiter des micro fuites, ce qui a eu pour conséquence d'augmenter proportionnellement le nombre d'incidents déclarés par rapport aux années antérieures.

En 2022, 99,9% des interventions de sécurité gaz ont été réalisées en moins de 60 minutes sur le territoire de la Métropole. L'analyse des 5 interventions de sécurité réalisées hors délais en 2022 sur le périmètre de Montpellier Méditerranée Métropole, a été présentée. La cause majoritaire de retard est la circulation routière. Toute intervention Sécurité effectuée dans un délai supérieur à 60 minutes fait l'objet d'une fiche d'analyse et d'un retour d'expérience des équipes du concessionnaire.

Sur un volume de 7 000 DICT avec présence d'ouvrages de distribution de gaz réalisées, 12 dommages aux ouvrages des concessions sont à déplorer dans le cadre de travaux réalisés par des tiers, dont 5 situés sur la commune de Montpellier. Une convention sécurité industrielle a été signée en 2017 afin de réaliser des actions de sensibilisation pour diminuer ce type d'incident. Les actions du concessionnaire à destination des entreprises se poursuivent.

Des informations complémentaires seront transmises lors des exercices ultérieurs telle que la classification des fuites.

En 2022, les clients ont effectué 496 réclamations en légère progression par rapport à 2021. Le thème « *retard ou absence de publication de relevés périodiques* » représente 13% des demandes, en diminution compte tenu de la fin du déploiement du compteur communicant.

Le taux moyen de réponse sous 30 jours aux réclamations s'élève à 92,3%. Le nombre de réclamations traitées hors délais a diminué en 2022, passant de 53 à 38.

D) La grille tarifaire

Le modèle économique de GRDF est régi par le principe de la péréquation tarifaire. La Commission de régulation de l'Energie (CRE) détermine, par délibération, un revenu autorisé qui permet de couvrir l'ensemble des charges supportées par GRDF pour réaliser sa mission d'opérateur de réseau gaz. Le revenu autorisé couvre ainsi les charges d'exploitation, les charges d'investissements et la rémunération du concessionnaire.

Ainsi, le tarif d'accès des tiers au réseau de distribution de gaz naturel (ATRD 6) est entré en vigueur au 1^{er} juillet 2020. Ce tarif est ensuite révisé annuellement. Au 1^{er} juillet 2022, il a diminué de 0,84%. La part distribution représente en moyenne 26% de la facture type d'un client résidentiel.

L'évolution tarifaire tient compte :

- De la variation de l'indice des prix à la consommation prévisionnel pour l'année 2022 (IPC) prévue par la loi de finances qui est de + 1,5 % ;
- Du facteur d'apurement du solde du compte de régularisation des charges et des produits (CRCP) de -0,44 % ;
- Du facteur d'évolution annuel de - 1,9 % qui permet de lisser l'évolution tarifaire sur la période ATRD6 (2020-2023).

III)Présentation et analyse du compte rendu financier

La présentation du compte de résultat de la concession résulte de la déclinaison des principes de calcul du tarif par la CRE. Il s'agit donc d'une image déduite du modèle national et non d'un compte de résultat basé sur des données comptables réelles. Le compte d'exploitation de la concession est donc reconstitué par le biais d'un système complexe de clés de répartition.

Ainsi, les produits sont natifs car directement issus de l'activité du concessionnaire au périmètre de Montpellier Métropole Méditerranée :

- Les recettes d'acheminement sont directement issues des recettes du concessionnaire (abonnement, consommation). Il convient néanmoins d'être vigilant car elles sont artificiellement augmentées par la perception du terme Rf (rémunération fournisseur), payé par les usagers à GRDF et redistribué a posteriori aux fournisseurs. Le terme Rf représente les contreparties financières versées par GRDF aux fournisseurs pour rémunérer la gestion clientèle effectuée par ces derniers pour le compte du distributeur ;
- Les recettes des prestations complémentaires sont issues des raccordements et autres travaux réalisés par le concessionnaire et perçus auprès des clients.

Exceptées les redevances et les impôts et taxes, l'ensemble des charges d'exploitation sont affectées à la concession par le biais de clés de répartition. Ces dernières et les assiettes de calcul ne sont pas transmises par GRDF aux autorités concédantes. Les charges de commissionnement représentent les contreparties financières versées par GRDF (Terme Rf) aux fournisseurs pour rémunérer la gestion clientèle effectuée par ces derniers pour son compte.

Les comptes de la concession exprimés dans le CRAC ne permettent donc pas de porter une appréciation sur le niveau réel de la rentabilité de la concession.

En 2022, le montant total des recettes perçues est de 20,75 M€ dont 19,5 M€ pour les recettes liées à l'acheminement du gaz naturel (représentant 93,7% des recettes). Seuls les produits sont considérés comme natifs, toutes les charges, exceptés les impôts et taxes, sont issues de clés de répartition au niveau national, régional, infrarégional et local. En 2022, le montant total des charges est de 26,8 M€ dont 14 M€ pour les charges d'exploitation, en forte hausse par rapport à 2021 (+9%).

Concernant les charges de personnel, à hauteur de 6,8 M€ représentant 48% des charges totales, celles-ci sont sujet à des fluctuations d'une année sur l'autre. A noter que l'organisation régionale de GRDF peut être modifiée, impactant la plupart des agences à maille d'intervention régionale, ce qui peut modifier significativement les répartitions financières.

Par ailleurs, la seule charge native des concessions locales sont les redevances de concession. Le montant annuel pour Montpellier Méditerranée Métropole est de 290 K€ contre 285 k€ pour 2021. La redevance R1 est une redevance de fonctionnement, ayant pour objet de financer les dépenses annuelles de l'autorité concédante pour l'accomplissement de sa mission de contrôle de l'exécution de la concession, conseils aux usagers, conciliation en cas de litige entre les consommateurs finaux et le concessionnaire, etc. La redevance d'occupation du domaine public (RODP) est versée par le gestionnaire de réseau à la Métropole doté de la compétence voirie en raison de l'occupation du domaine public par les ouvrages de distribution de gaz.

Toutes les autres charges sont déduites via l'application de clés de répartition sur les données nationales.

Les comptes ne constituent donc pas un moyen de contrôle de l'activité locale du concessionnaire ni d'analyse de la rentabilité de la concession. On évoquera toutefois l'affichage d'un résultat en déficit qui se creuse à hauteur de -6 M€ en 2022 contre 1,9 M€ en 2021. Par ailleurs, Montpellier Méditerranée Métropole bénéficie de la solidarité nationale à hauteur de 3,56 M€.

IV) Conclusion et perspectives

Le réseau de distribution public de gaz, présent sur 30 communes de la Métropole, est un outil relativement jeune et fiable excepté pour certains matériaux pour lesquels la durée de vie technique normative (acier post 1980 – 55 ans) est proche de l'ancienneté moyenne. Il serait d'ailleurs souhaitable que les durées de vie techniques normatives et leur évolution éventuelle soient transmises dans les comptes rendus annuels.

Un point de vigilance est la baisse probable des consommations de chauffage sur le territoire. La perspective d'une augmentation des prix de l'énergie et la fin des tarifs réglementés en juin 2023 ne semble pas être favorable au développement de la distribution de gaz naturel. Ces incertitudes pourraient entraîner une baisse de recettes qui viendrait dégrader le résultat d'exploitation de la concession. Toutefois, compte tenu de la méthode économique utilisée pour établir le compte d'exploitation, la Métropole n'a pas la possibilité de connaître le réel équilibre économique en lien avec son territoire.

La pérennité du réseau reste un enjeu majeur dans le contexte de transition énergétique autour de la mobilité décarbonée avec le développement du BioGNV (Gaz Naturel Véhicule). Le potentiel de biogaz injectable au niveau de la région Occitanie est important et les capacités de production pourraient quadrupler à fin 2025. Par ailleurs, les procédés du type pyrogazeification et power to gas, qui sont actuellement en développement, permettraient de se rapprocher du scénario 100% renouvelable.

C'est dans ce contexte que Montpellier Méditerranée Métropole a réalisé la négociation du nouveau contrat de concession, qui permettra, en partenariat avec GRDF, d'intégrer dans sa transition énergétique un mix gazier renouvelable visant à atteindre la neutralité carbone en 2050.

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- De prendre acte de l'examen du compte-rendu annuel des 24 concessions de distribution publique de gaz déléguée à GRDF au titre de l'année 2022 ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

Le Conseil prend acte.

Fait à Montpellier, le 29/12/23

Pour extrait conforme,

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 30 décembre 2023
Accusé de réception – Ministère de l'intérieur
034-243400017-20231219-254301B-DE-1-1
Acte Certifié exécutoire :
Réception en Préfecture : 29/12/23

Liste des annexes transmises en préfecture:

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.